

**RESIST**

Fostering Queer Feminist Intersectional Resistances against Transnational Anti-Gender Politics

## Communiqué de presse

**Titre :** Une étude conduite en Europe révèle comment les droits des personnes transgenres sont systématiquement attaqués et la défense des personnes LGBTQI+ remise en cause dans les discours politiques et les médias européens.

**En tête :** Un projet de recherche sur les politiques dites « anti-genre » à travers l'Europe montre comment les discours politiques s'attaquant au concept de genre se sont enracinés au niveau international.

Le projet RESIST publie les résultats d'une étude montrant comment les droits des personnes transgenres et la défense des personnes LGBTQI+ sont devenus des cibles privilégiées des discours « anti-genre » à l'échelle internationale.

Le professeur Gavan Titley, chercheur à l'université de Maynooth, a déclaré : « Notre étude démontre comment une attaque intensive contre les personnes LGBTQI+ est conduite à travers l'Europe, à partir de la mise en cause de la notion même de "genre". Si les discours politiques dits "anti-genre" attaquent le féminisme et les droits reproductifs depuis des décennies, ces discours ne sont pas figés et les acteurs anti-genre sont toujours à la recherche de nouvelles cibles.

Une évolution notable consiste à essayer de marginaliser toute forme de visibilité et de défense des personnes LGBTQI+ comme relevant d'un "activisme agressif" accusé de vouloir imposer les idées et les valeurs des "minorités" aux "populations majoritaires". Après quoi vous pouvez déclarer que vous défendez contre elles les droits des enfants, les droits des parents, la liberté d'expression et même la démocratie ».

Basés sur l'analyse de milliers de débats parlementaires et d'articles de presse provenant de Hongrie, de Pologne, de Suisse, du Royaume-Uni et du Parlement européen et couvrant la période de 2015 à 2022, les résultats de la recherche fournissent les preuves de plusieurs tendances alarmantes dans la manière dont les droits des femmes et des personnes LGBTQI+ sont actuellement mis à mal.

Selon le professeur Titley, « notre étude est la première étude transnationale à fournir une comparaison approfondie des controverses parlementaires, médiatiques et publiques. Bien qu'il existe des différences importantes entre les contextes, nous avons trouvé, dans tous les pays étudiés, les marques d'une attention politique sensationnaliste et dévalorisante à l'égard des personnes trans.

Ces soi-disant débats sont tous très récents et motivés par des intérêts politiques clairement identifiables. Il est à noter que dans de nombreux pays, les grands journaux nationaux ont joué un rôle de premier plan en attisant délibérément une panique morale funeste visant les identités et les vies des personnes transgenres ».

L'analyse des contenus médiatiques et des débats parlementaires a été menée par le département d'études médias de l'université de Maynooth. Le projet est coordonné par le Collège universitaire de Dublin (UCD) en collaboration avec l'Université Napier d'Édimbourg, l'Université européenne Viadrina, l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, la Haute École de Lucerne, l'Université de Lausanne, l'Université de Fribourg, l'Université Maynooth, l'Université Pompeu Fabra et le Centre de recherche féministe autonome d'Athènes.

RESIST est une recherche soutenue par les conseils de recherche et les organismes de financement de l'Union européenne, du Royaume-Uni et de la Suisse pour une durée de 4 ans. Vous trouverez plus d'informations sur le projet sur son site web : <https://theresistproject.eu>



UNIVERSITÉ DE FRIBOURG  
UNIVERSITÄT FREIBURG



Lucerne University of  
Applied Sciences and Arts  
**HOCHSCHULE  
LUZERN**



**Funded by  
the European Union**

Funded by the European Union under Project ID 101060749 .

EU Horizon Europe (EU partners); UK Government Horizon Europe Guarantee Scheme (UK partner); Swiss State Secretariat for Education, Research and Innovation (Swiss partners)

Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or British and Swiss funding authorities. Neither the European Union nor the granting authorities can be held responsible for them.